



La Gazette du Congrès de Washington The Washington Congress Gazette

Magistral lever de rideau !!

Un avenir prometteur	2
Un congrès particulier	2
A promising future	3
A particular congress	3
La banque mondiale	4
World Bank	4
Washington	5
Des congressistes ...	6
Congressmen	7
Un code mondial	8
A world code	9
Signification	10
Service of documents	11
Garanties	12
Provisional measures	13
Tout savoir l'UIHJ	14
All about UIHJ	14

Fred Blum et Sue Collins, à l'origine de la candidature des Etats-Unis pour le XIXe congrès international prennent la parole pour souhaiter la bienvenue à l'ensemble des congressistes.

Sue Collins souligne l'importance du choix des USA pour accueillir les travaux de ce congrès, dont les thèmes dictés par l'actualité permettront d'envisager une harmonisation des procédures.

Ainsi le justiciable, quel que soit le pays dans lequel il se trouve, se verra offrir des solutions uniformes aux problèmes juridi-

ques qu'il pourra rencontrer.

Notre Union doit développer des relations entre les pays au travers de la création de réseaux de professionnels en leur permettant d'échanger leur savoir faire et leurs méthodes.

Sue Collins a pris congé de nous en souhaitant que son pays devienne le nôtre le temps du congrès et nous a donné le programme des réjouissances : soirée western, soirée de gala et, pour ceux qui le souhaitent, post congrès à New York ou à Washington.

Jacques Isnard, président de l'UIHJ a ensuite relaté l'anecdote suivante : croisant dans le couloir de l'hôtel une personne qui lui demandait qui étaient les congressistes attendus dans ces lieux il dut lui répondre pour se faire comprendre : des huissiers de justice, judicial officers, shérifs, gerichtsvollzieher, messengers at arms, Soudny executors ...lui expliquant par là qu'il attendait 450 congressistes représentant plus de 50 pays

(Lire la suite p.14)

Congress opening

Fred Blum and Sue Collins, who are at the origin of the candidature of the United States to our XIXth international congress speak to welcome the whole congressmen. Sue Collins stresses the importance of the choice of the USA to accommodate the work of this congress, which topics dictated by topicality will make it possible to consider a harmonization of the procedures. Thus the justiciable, whatever the country he lives in, will be offered uniform solutions to the legal pro-

blems he will encounter.

Our Union must develop relations between the countries through the creation of networks of professionals while enabling them to exchange their knowledge and their methods. Sue Collins took leave of us by wishing that her country became ours during the period of the congress. She also gave us the program of the rejoicing: western evening, the official evening reception and for those who wished it, the post congress programm in New York or Washington.

Jacques Isnard, President of the UIHJ, then reported the

following anecdote : while crossing the corridor of the hotel, he met a person who asked him who were the congressmen awaited in this place, he had to answer him to make himself comprehensible : judicial officers, process servers, sheriffs, gerichtsvollzieher, messengers, arms, Soudny executors,... He explained then that 450 congressmen representing more than 50 countries were awaited.

(to be continued on P. 14)

.../...



Un avenir prometteur

Le président Jacques Isnard dans son rapport moral a salué le succès de ce 19e congrès avec 42 pays participants et 450 inscrits.

Il s'est attaché à donner les informations sur les actualités de l'UIHJ sur les trois continents (Afrique, Europe, Asie) depuis le congrès de Tunis de 2003. L'Union a organisé depuis 3 ans plus de 60 conférences ou colloques à travers le monde, et a mené 93 missions au travers de divers pays.

Grâce au travail souterrain de l'UIHJ depuis 15 ans, l'huissier de justice européen existe depuis 2004 avec l'arrivée des 10 pays de l'Europe de l'Est.

La profession d'huissier de justice est à un tournant : la signification et l'exécution ne sont plus les critères fondamentaux qui unissent les huissiers de justice. « *Il faut créer d'autres types d'activité, la profession d'huissier de justice a un avenir, j'en suis convaincu.* »

L'UIHJ compte 59 Etats mais entretient des relations avec 72 pays dans le monde, grâce à ses deux secrétariats et ses deux délégations permanentes. Elle fonctionne bien, avec transparence, en privilégiant une activité de la profession diversifiée, un huissier de justice libéral, indépendant et doté d'une formation de qualité. En conclusion, le président a tenu à remercier tous ceux qui travaillent dans l'ombre à ses côtés, le plus souvent bénévolement, et plus particulièrement René Duperray, Luisa Lozano qui, avec Larry Roth, ont été la cheville ouvrière de l'organisation de ce 19e congrès.

Un huissier de
justice
libéral, indépendant
et doté d'une
formation de
qualité



Sue COLLINS, présidente du congrès, Daytona Beach, USA

Depuis le congrès international de Stockholm, j'ai assisté à tous les congrès de l'UIHJ.

Celui-ci prend pour moi une couleur différente puisqu'il a lieu enfin et pour la première fois dans mon pays et que j'ai participé à l'organisation.

C'est très excitant pour moi

à ce double titre !

Le thème est si évident ! La globalisation est nécessaire. Aujourd'hui les gens ferment les yeux sur ce qui se passe autour d'eux et l'UIHJ va les obliger à les ouvrir.

C'est l'occasion d'échanger entre nous car il y a beau-

coup de pays représentés.

Ce congrès est doré et déjà un grand succès de part le nombre exceptionnels de participants.

A promising future

President Jacques Isnard in his moral report greeted the success of this XIXth congress with 42 participating countries and 450 registered participants. He attempted to give information about the current events of the UIHJ on the three continents, (Africa, Europe, Asia) since the congress of Tunis in 2003. For the last 3 years the Union has organized more than 60 conferences or meetings all over the world, and carried out 93 missions in various countries.

Thanks to the underground work of the

UIHJ for the last 15 years, since 2004 the European judicial officer has existed with the arrival of 10 Eastern Europe countries. The job of a judicial officer is at a turning point: service and enforcement are no longer the fundamental criteria which link the judicial officers. *"It is necessary to create other types of activities, the job of a judicial officer has a future life. I am convinced of it."* The UIHJ counts 59 States but maintains the relations with 72 countries in the world, thanks to its two secretariats and

its two permanent delegations. It functions well, with transparency, by privileging one of diversified profession's activity, a liberal, independent judicial officer having a quality training. In conclusion, the president insisted on thanking all those who work in the shade on his side, persons who are generally volunteers, and more particularly, René Duperray, Luisa Lozano who, with Larry Roth, got the most involved in the organization.

**A liberal,
independant
judicial officer
having a quality
training**

Sue COLLINS, President of the congress, Daytona Beach, USA

Since the international congress of Stockholm I have attended all UIHJ congresses.

This one has for me a different color since it finally takes place in my country for the first time and I have taken part in its organization.

That is for these two reasons that it is very exciting for me:

Its topic is so obvious!



Globalisation is necessary.

Nowadays people shut their eyes on what is occurring around them and

the UIHJ is going to make them open their eyes on it.

It is an occasion for us to make exchanges because many countries are represented.

This congress is right now a great success because of the exceptional number of its participants.

L'UIHJ reçue à la Banque mondiale

Washington est le siège de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. L'UIHJ et la Chambre nationale des huissiers de justice de France ont été invités hier à présenter les activités des huissiers de justice français et de l'UIHJ.

La délégation a d'abord été reçue par Pierre Duquesne, administrateur pour la France à la Banque mondiale et au FMI. La délégation était constituée, pour l'UIHJ de Jacques Isnard, président, Bernard Menut, secrétaire et Mathieu Chardon, membre du Comité, pour la CNHJ, de Paul Rochard, président, Guy Chezeaubernard, vice-président et Thierry Bary, délégué général, et pour la France de Jean-Marc Baïssus, directeur général de la Fonda-

tion pour le droit continental et de Bertrand du Marais, conseiller d'Etat. Ils étaient également accompagnés par Dariusz Potkanski (membre du bureau de l'UIHJ) et de M. Da Cunha (Président des Solicitadores portugais).

Connaissez vous le *Brown Bag Lunch* ? Il s'agit d'une réunion informelle (mais très sérieuse) où les participants apportent leur déjeuner pendant qu'une présentation est faite. Ne vous y trompez pas. Sous un aspect de décontraction apparent, toutes les notes sont prises sur les carnets et les bonnes questions posées. A partir de là, les participants feront remonter l'information. Nous sommes en Amérique et tout est fait pour optimiser le temps de chacun ! La Chambre française, par l'inter-

médiaire de son président Paul Rochard, relayé en anglais par Mathieu Chardon, a présenté la profession d'huissier de justice en France. Puis Bernard Menut a évoqué les actions internationales de l'UIHJ. L'expérience polonaise et portugaise, marquée par l'influence française, a finalement été développée par nos confrères.

La vingtaine de participants de la Banque mondiale ont manifesté beaucoup d'intérêt pour cette réunion en posant de nombreuses questions. Selon les échos recueillis ce matin par la bande, notre visite aura laissé à nos hôtes une impression très positive sur la profession et sa capacité en matière de coopération internationale.

De nouveaux
contacts pour une
future coopération

New contacts for a
future co-operation

The UIHJ at the World Bank

Washington is the seat of the World Bank and the International Monetary Funds. The UIHJ and the French Chamber of judicial officers were invited yesterday to present the activities of the French Judicial Officers, and that of the UIHJ.

The delegation met with Pierre Duquesne, administrator for France at the World Bank and the IMF. The delegation consisted in, for UIHJ, Jacques Isnard, president, Bernard Menut, secretary and Mathieu Chardon, member of the Committee, for the French National Chamber in Paul Rochard, president, Guy Chezeaubernard, vice-president and Thierry Bary, General Delegate, and for France, by Jean-Marc Baïssus, director of the Foundation for Continental Law and Bertrand du Marais, State advisor. They were accompanied by Dariusz

Potkanski (member of the board of UIHJ) and by Mr. Da Cunha (President of Portuguese Solicitadores).

Do you know you about *Brown Bag Lunch*? It concerns an informal meeting (but very serious) where the participants bring their lunch while a presentation is made. But don't get



wrong. Under a relaxed atmosphere, notes were taken and the right questions asked. From there, the participants will inform their colleagues. We are in the USA and all is made to

optimize each other's time table ! The French National Chamber, via its president Paul Rochard, relayed in English by Mathieu Chardon, presented the occupation of judicial officers in France. Then Bernard Menut evoked the international actions of the UIHJ. The Polish and Portuguese experiment, marked by the French influence, was finally developed by our fellow-members. The score of participants of the World Bank expressed much interest in this meeting by raising many questions. According to echoes' collected this morning, our visit will have left with our hosts a very positive impression on the profession and its capacity as regards international co-operation.

Washington, les incontournables

Par son histoire, Washington dispose de nombreux sites à visiter. Citons :
National Air and Space

Museum, la Maison blanche, Washington National Cathedral, National Gallery of Art, divisé en 2 bâtiments l'un consacré à l'art

moderne, le second à l'art classique qui accueille en ce moment une exposition de Paul Cézanne pour le centenaire de sa disparition, Kennedy Center, Vietnam Veterans Memorial, Arlington National Cemetery, Washington Memorial, le Capitole.

La plupart de ces monuments se situent autour du Mall où tout congressiste trouvera plaisir à s'y promener.



Le Capitole depuis le Washington Monument
The Capitol from the Washington Monument



**De nombreux
édifices le long du
Mall**

**A lot of monuments
along the Mall**

Washington, a must

From its history, Washington has many sites to visit. Let us quote:

National Air and Space Museum,
the White House,
National Washington Cathedral,

National Art Gallery, divided into 2 buildings one devoted to the modern art, the second to the classic art which at this moment accommodates a Paul Cézanne exposure for his centenary disappearance,

Kennedy Center,
Vietnam Veterans Memorial,
National Arlington Cemetery,
Washington Memorial,
The Capitol.

The majority of these monuments are around the Mall where any congressman will find pleasure to walk.

It should be noted that the access to the museums is free.



Washington Monument

Des congressistes ravis

Mohamed Cherif, président de l'Ordre national des huissiers de justice algériens

J'ai reçu un excellent accueil pour ma première visite aux Etats-Unis.

J'ai participé à plusieurs congrès internationaux et je trouve que pour celui-ci le nombre de participants est exceptionnel.

Je suis en règle générale présent par principe à ce type de manifestation, mais ici le sujet m'a fait accourir car la mondialisation de la profession me passionne comme tous mes confrères je pense.



Mohamed Cherif

Béatrice Dianzolo, huissier de justice (Congo)

C'est pour moi un double baptême : première participation à un congrès international et première visite aux Etats-Unis.

La ville de Washington est belle.

Je trouve très émouvant que tant de monde soit présent et se mobilise pour notre profession. Ceci est très encourageant pour notre avenir !

Je suis venue ici pour découvrir et comprendre comment travaillent mes confrères dans chacun de leur pays et je suis curieuse de découvrir l'uniformisation des procédures d'exécution.

« Ici tout est grandiose, immense »

Hubert Eustache, huissier de justice (France)

Je suis installé en Guadeloupe et les Etats-Unis ne sont pas une découverte pour moi.

Je connais bien entendu mieux le sud de l'Amérique, et notamment la Floride, que le nord .

Je suis surpris par l'importance de la participation et la diversité des pays représentés.

Quel succès !!

Il me tarde d'être à demain car c'est le sujet qui m'intéresse le plus.



Mohamed Darbeida, huissier de justice (Algérie)

J'ai assisté à plusieurs congrès internationaux et notamment le dernier à Tunis. Ici l'ambiance est totalement différente. Tout est grandiose, immense. Le problème de la langue se fait sentir au quotidien.

Je suis impatient que les travaux commencent car le sujet est prometteur.

Jean-François Richard, huissier de justice (France), membre du bureau de la CNHJ française

C'est ma première participation à un congrès international.

Je trouve la participation remarquable.

Pour le reste un seul mot me vient à l'esprit : étonnant !

Happy congressmen !

Mohammed Cherif, President of the Algerian Judicial officers Order

I was warmly welcomed for my first visit to the United States.

I have taken part in several international congresses but for this particular one the number of participants appears exceptional to me.

By principle I generally attend this type of demonstration but today the subject made me run because the universalization of the profession impassions me as much as all

Hubert Eustache, judicial officer (France)

I live in Guadeloupe and the United States are not new to me.

Of course I know better the south of America, and in particular Florida, than the north.

I am surprised by the importance of the participation and the diversity of the countries represented.

What a success!!

I am longing to be tomorrow because it is the subject which interests me more.

my fellow-members I think.

Beatrice Dianzolo, judicial officer (Congo)

It is for me a double baptism: first participation in an international congress and first visit to the United States.

The town of Washington is beautiful.

I find it very moving that so many people are present and have mobilized themselves for our profession. This is very en-

Mohammed Darbeida, judicial officer (Algeria)

I attended several international congresses and in particular the last one in Tunis. Here the environment is completely different. All is imposing, huge. The problem of the language is daily felt.

I am impatient that work starts because the subject is promising.

Jean-François Richard, (France), member of the board of the French national chamber of judicial officers

It is my first participation in an international congress.

couraging for our future!

I came here to discover and understand how my fellow-members work in their own country and I am curious to discover the standardization of the enforcement procedures.

I find the participation remarkable.

Apart from that only one word comes to my mind: astonishing!

« Here, all is imposing, huge »



Pour un code mondial de l'exécution

Bernard Menut, rapporteur général du congrès, dans une brillante présentation, a esquissé les bases d'un code mondial de l'exécution.

La justice est atteinte, comme bien d'autres domaines, par la mondialisation.

Il appartient donc aujourd'hui aux huissiers de justice de fonder les bases d'une harmonisation des règles d'exécution en vue de la construction d'un code mondial de l'exécution.

Ce code devra répondre à des exigences de lisibilité car la règle de droit doit être simple, pour être comprise par tous, et efficace.

L'exécution de la décision de justice vise à rétablir les équilibres économiques et contribue donc à faire régner la confiance entre les acteurs du monde économique, aussi diverse soit la constitution de leur patrimoine.

Bien entendu l'exécution seule n'est pas visée et le code s'attachera aussi aux mesures provisoires et conservatoires, en prévoyant pour l'une comme pour l'autre une limitation dans le temps autour d'un délai raisonnable.

Créer un ensemble de règles communes renforcera l'éthique entre les professionnels chargés de les appliquer.

Toutefois, si l'exécution de justice est en liaison avec le monde économique, elle est

aussi connectée avec la sociologie et le code mondial devra faire preuve de souplesse pour pouvoir être adapté dans tous les pays.

Le code mondial définira le rôle de chacun des intervenants du fonctionnement judiciaire.

- le juge (qui doit être indépendant) :
- L'agent d'exécution : fonctionnaire ou indépendant ?
- Les parties : leurs droits et leurs devoirs
- Les tiers : identification et participation

Les titres fondant les mesures engagées seront constitués par les décisions des juges et les titres fiscaux.

L'agent d'exécution sera chargé de l'information des parties. Cette information, préalable, concomitante ou postérieure à l'exécution, devra être compréhensible, rapide et exhaustive.

L'abandon du principe de l'exécution sur la personne au profit de l'exécution par équivalence sur les biens du débiteur implique une transparence patrimoniale assurée par la participation sanctionnée du débiteur et l'accès aux informations pour l'agent d'exécution.

L'exécution porte en principe sur la totalité du patrimoine du débiteur. Tout principe a ses exceptions la première étant la propor-

tionnalité des mesures.

Lors du déroulement des opérations la présence du demandeur est interdite et celle du défendeur facultative.

Le code mondial pourra poser le principe de l'indisponibilité des biens saisis en laissant l'option du gel ou de l'enlèvement à chaque pays.

Pour clore l'exécution, l'officier judiciaire mettra en œuvre la vente des biens, sauf pour les créances sommes d'argent ou les valeurs définies sur un marché pour lesquelles l'attribution au créancier sera le principe.

Enfin, le code prévoira les possibilités de contestation des mesures engagées en assurant la promotion de la création d'un juge de l'exécution dont il déterminera tant la compétence territoriale que la compétence matérielle.

La construction du code mondial de l'exécution repose sur neuf piliers :

La rapidité d'engagement des mesures, l'efficacité, la transparence, l'accès aux informations patrimoniales, la proportionnalité des mesures, la simplification des règles de procédures, la responsabilité des intervenants, l'éthique, et le coût raisonnable des mesures.

La construction
du code mondial
de l'exécution
repose sur neuf
piliers

For a world code of enforcement

Bernard Menut, general reporter of the congress, in a brilliant speech, gave us the genesis of the World code of enforcement. Justice is reached like many other fields by globalization.

Thus today it is up to the judicial officers to found the basis of a harmonization of the rules of enforcement for the construction of a world code of enforcement.

This code will have to answer requirements of legibility because the legal provisions must be simple, to be understood by all, and effective.

The enforcement of court decisions aims at restoring the economic balance and thus contributes to making confidence reign between the actors of the economic world whatever various is the constitution of their inheritance.

Of course enforcement alone is not aimed and the code will also stick to the provisional measures by envisaging for one as for the other a limitation in time around a reasonable time.

To create a whole of common rules will reinforce ethics between the professionals charged to apply them.

However if the enforcement of justice is in connection with the economic world it is also connected with sociology and the world code will have to show flexibility to be able

to be adapted in all the countries.

The world code will define the role of anybody taking part in legal operation.

- the judge (who must be independent):
- The enforcement agent: a civil servant or an independent agent ?
- Parties: their rights and their duties
- Third parties: identification and participation

The titles melting the committed measurements will consist in the decisions of the judges and the tax titles.

The enforcement agent will be in charge of the information of the parties, this information which will preliminary be concomitant or posterior with the enforcement will have to be comprehensible, fast and exhaustive.

The abandonment of the principle of enforcement on the person to the profit of the enforcement by equivalence on the goods of the debtor implies a patrimonial transparency assured by the sanctioned participation of the debtor and the access to information for the enforcement agent.

In theory, enforcement relates to the totality of the inheritance of the debtor. Any principle has its exceptions, the first being the proportionality of measurements.

During the course of operation the presence of the applicant is prohibited and that of the defendant optional.

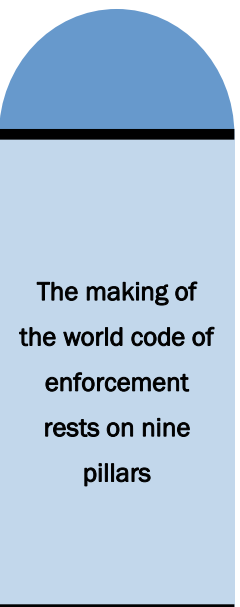
The world code will be able to pose the principle of the unavailability of the goods seized by leaving the option to each country to freeze or remove them.

To close the enforcement, the legal officer will implement the sale of the goods, except for the credits let them be of money or the values defined on a market for which attribution to the creditor will be the principle.

Finally the code will envisage the possibilities of dispute of the measurements engaged by ensuring the promotion of the creation of a judge of enforcement for whom it will determine the jurisdiction *ratione loci* as well as the material competence.

The construction of the world code of enforcement rests on nine pillars:

Speed of engagement of measures, effectiveness, transparency, access to patrimonial information, proportionality of measures, simplification of the rules of procedures, liability of the agent, ethics, reasonable cost of measures.



The making of
the world code of
enforcement
rests on nine
pillars

Vers des normes mondiales en matière de signification d'actes

Ce sont les principes d'Ali-Unidroit de procédure civile transnationale qui ont guidé la présente réflexion afin de développer de nombreux thèmes relatifs à l'efficacité des procédures.

« *Il est temps de présenter un huissier de justice protéiforme, pour mieux harmoniser les règles mondiales de la signification* », a indiqué Mathieu Chardon, responsable de l'atelier.

M. Chardon a interrogé des professionnels de divers continents sur la signification et sur les types de documents qui sont signifiés dans leur pays : Alphonse Kibakala (Congo), Guy Aidans (Québec), Adrian Stoica (Roumanie) et Fred Blum (Napps).

De l'ensemble des réponses, nous pourrions établir des normes minimales de signification.

Quelques principes directeurs régissent la signification. Rappelons quelques définitions pour bien s'entendre sur les termes utilisés, a indiqué notre confrère, avant d'aborder les grands principes de la signification dans chacun des pays représentés.

Notre confrère s'est ensuite livré à une étude prospective des normes que l'on pourrait proposer, étant entendu que ces nor-

mes ne constituent qu'une base de travail.

Il s'est interrogé ensuite sur l'accès aux renseignements dans chacun des pays concernés et sur les différentes possibilités qui sont offertes au professionnel de la signification pour parvenir à accomplir sa mission.

Puis il a envisagé le lieu de la signification ainsi que les horaires au cours desquels elle peut avoir lieu, puis la langue et la forme dans lesquelles l'acte doit être rédigé.

Il a listé les mentions minimales:

1° Date et heure de remise.

2° *personne physique : nom, prénoms, profession, nationalité, domicile, date et lieu de naissance

*personne morale : forme dénomination, siège social

3° Nom, prénom, adresse et signature de l'officier judiciaire ou de l'agent chargé de la signification

4° Nom et domicile du destinataire personne physique ou morale

5° Possibilité de refuser l'acte s'il n'est pas établi dans une langue comprise par le destinataire ou une langue

officielle du pays

Quels sont les moyens et les exigences dans les différents pays sur la vérification de l'identité et sur la remise physique du document à son destinataire ?

En principe l'acte doit être remis à son destinataire, l'officier judiciaire ou l'agent chargé de la signification pouvant s'assurer de l'identité du destinataire.

Mathieu Chardon a indiqué alors les conditions cumulatives permettant d'effectuer une signification par voie dématérialisée, ainsi que les différentes possibilités de remise à une personne autre que le destinataire ou encore dans un autre lieu que son domicile et ce dans chacun des pays.

Ensuite, c'est sur les normes de signification à l'étranger que se sont portées les réflexions de notre confrère.

Pour terminer, il a fait un tour de table pour connaître les règles de facturation de la signification dans les différents pays.



« Il est temps de réfléchir à la mise en place de normes mondiales de signification »

Towards world standards as regards the service of documents

The sources of reflection of this workshop were the principles of Ali-Unidroit relating to transnational civil procedure, in order to develop several topics concerning the effectiveness of procedures.

It is time to introduce a judicial officer, for a better harmonization of the world wide rules of the service of documents.

Mr Chardon questioned professionals from different continents about the world wide rules and the types of documents which are served in their country : Alphonse Kibakala (Congo), Fred Blum (Napps), Adrian Stoïca (Romania), Guy Aidans (Quebec).

From the answers we can establish minimal standards of service of documents.

Some guiding principles govern the service of documents. Let us point out some definitions to get along on the terms used, before approaching the great principles of the service of documents in each country represented.

Mr Chardon then devoted to an exploratory study of the standards that could be proposed, given that these standards only constitute a basis of work.

He then wondered about the access to information in each country regarding and about the various possibilities which are offered to the professional of the service of documents in order to manage to achieve his mission.

Then he considered the place of the service of documents as well as the schedules during which it can take place, then the language and the form in which the document must be written.

He listed the minimal mentions: 1° Date and hour of handing-over.

2° * natural person: name, first names, profession, nationality, residence, date and birthplace

*legal person: form denomination, registered office

3° Name, first name, address and signature of the judicial officer or the agent in charge of the service of document

4° Name, residence of the recipient person or entity

5° Possibility of refusing the document if it is not established in a language understood by the reci-

ipient or an official language of the country of service.

What are the means and requirements in the various countries of checking identity and physical handing-over of the document to his recipient?

In theory the document must be handed-over to his recipient. In that respect, the judicial officer or the agent in charge of the service of document has to make sure of the identity of the recipient.

Mr Chardon indicated the cumulative conditions then allowing to carry out a service by dematerialized means, as well as the various possibilities of handing-over to a person other than the recipient or in place other than his residence and this in each country.

Then, it is on the standards of service of documents abroad that our colleague continued his presentation.

Finally, he made a round table relating to the rules of invoicing for the service of documents in the various countries.

« Time has come to think about world wide rules for the service of documents »

Les mesures conservatoires

Le deuxième atelier, animé par Jeroen Nijenhuis, huissier de justice hollandais, a envisagé l'étude comparée des mesures conservatoires dans les différents pays du monde.

Autour de lui : Filifing Dembele (Mali), Nicola Hesslen (Suède) et Ismail Sabeir (Afrique du Sud) .

Jeroen Nijenhuis a précisé qu'en Hollande le juge autorise la mesure sur la demande du créancier sans exiger aucune preuve. Toute la responsabilité repose alors sur le demandeur.

Il a rajouté que les juges des tribunaux de première instance dans son pays n'avaient aucune connaissance technique de l'exécution.

En revanche, les huissiers de justice hollandais sont eux d'excellents techniciens de la procédure. Ce sont des experts, des spécialistes : aussi notre confrère se demande si on ne pourrait pas faire l'économie du juge....

Il a voulu sur ce point recueillir l'opinion de ses collègues autour de la table :

- en Afrique du Sud, l'huissier de justice reçoit les ordres du tribunal et ensuite le shérif exécute
- en Suède, la séparation des pouvoirs est effective, toutefois il faudrait repenser le système pour peut-être adopter celui néerlandais
- en Afrique de l'Ouest, avec les textes de l'O-HADA, le juge autorise les mesures conservatoires, excepté pour certaines créances

Jeroen Nijenhuis a insisté ensuite sur l'aspect humain de la profession d'huissier de justice qui, au delà de son expertise, doit avoir un comportement humain dans le respect des droits du débiteur et des intérêts du créancier. Reprenant les propos de Bernard Menut au sujet de la déontologie et de l'éthique, Me Nijenhuis a appuyé sur leur caractère essentiel.

Toute partie a le droit d'être entendue : le créancier a droit à un système d'exécution efficace, et le débiteur a besoin d'être protégé, dans le respect de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et du citoyen.

«L'efficacité et la rapidité sont les clefs de l'action de l'huissier de justice mais il ne doit pas tout sacrifier à cela » a indiqué Jeroen Nijenhuis, et de se demander si une exécution transfrontalière était envisageable : un huissier de justice hollandais pourra-t-il exécuter en Suède, par exemple? Qu'en pense les intervenants ?

- en Afrique du Sud, l'huissier de justice relève d'une circonscription comme celle de Pretoria donc l'exécution transfrontalière est impossible.
- en Suède, c'est une question très importante, il existe Interpol et Euro-pol en ce qui concerne la police du monde ; il faudrait qu'il existe quelque chose de semblable pour les huissiers de justice.

- dans le cadre des pays relevant des textes de l'O-HADA, la compétence relève du ressort judiciaire. Le problème de l'efficacité de l'exécution en Afrique est un problème de moyens matériels et humains.

En conclusion, Me Nijenhuis souhaite que l'intervention de l'huissier de justice, en matière de mesure conservatoire, se fasse sans l'autorisation du juge, si la preuve de la créance lui semble irréfutable à condition que le débiteur conserve une possibilité immédiate de contestation judiciaire.

« L'huissier de justice, excellent technicien de la procédure »

Provisional measures

The second workshop was animated by Jeroen Nijenhuis, a Dutch judicial officer. Our colleague considered the comparative study of interlocutory measures in the various countries of the world.

Around him: Mrs Nicola Hesslen (Sweden), Mr Filing Dembele (Mali) and Mr Ismail Sabeir (South Africa).

Mr Nijenhuis specified that in Holland the judge authorizes measures on the request of the creditor without needing any proof. All the responsibility lies then on the applicant.

He added that the judges of the courts of first instance in his country did not have any technical training on enforcement.

On the other hand, the Dutch judicial officers are themselves excellent technicians in the field of procedure. They are experts and specialists. Mr Nijenhuis also wondered whether one could not make the economy of the judge....

On this point he wanted to collect the opinion of his colleagues around the table:

- in South Africa, the judicial officer receives the orders of the court, then the sheriff carries out

- in Sweden, the separation of powers is effective,

however it would be necessary to reconsider the system, for perhaps adopting the Dutch one

- in West Africa, in the texts of the Ohada, the judge authorizes interlocutory measures, except for certain debts

Mr Nijenhuis insisted then on the human aspect of the profession of the judicial officer who, beyond the expertise, must have a human behavior in the respect of the rights of the debtor and the interests of the creditor. Taking again the remarks of Mr Menut about ethics, Mr Nijenhuis insisted on their importance.

Every party has the right to be heard: the creditor is entitled to a system of effective enforcement and the debtor needs to be protected, in the respect of the European convention on Human Rights.

“the effectiveness and the speed are the keys of the action of the judicial officer but he shouldn't sacrifice everything to that”

indicated Mr Nijenhuis. He wondered whether a transborder enforcement was possible: *« Can a Dutch judicial officer carry out a measure in Sweden, for example ? »* was the question he asked to the participants.

- in South Africa, the judicial officer belongs to a district as that of Preto-

ria, thus the transborder enforcement is impossible.

- in Sweden it is a very important question.

There is Interpol and Europol with regards to the police force of the world; it would be necessary to have something similar for the judicial officers.

- in the framework of the concerned countries, regarding the texts of the Ohada, competence comes from the judicial.

The problem of the effectiveness of enforcement in Africa is a problem of material and human means.

In conclusion, Mr Nijenhuis wished that the intervention of the judicial officer, as regards interlocutory measures, be made without the authorization of the judge, if the proof of the credit seems to him irrefutable provided that the debtor preserves an immediate possibility of legal dispute.

« the judicial officer are excellent enforcement technicians »





La Gazette du Congrès a été réalisée par Françoise Andrieux, Dominique Aribaut-Abadie, Rose-Marie Bruno, Mathieu Chardon, Stéphane Gensollen et Anne Kerisit—Rédacteur en chef: Stéphane Gensollen

The Congress Gazette was written by Françoise Andrieux, Dominique Aribaut-Abadie, Rose-Marie Bruno, Mathieu Chardon, Stéphane Gensollen and Anne Kerisit—Editor: Stéphane Gensollen



Tout savoir sur l'UIHJ (1re partie) : Objet de l'Union internationale

L'Union internationale a pour vocation de représenter ses membres auprès des organisations internationales et d'assurer la collaboration avec les organismes professionnels nationaux. Elle pourvoit à l'amélioration des droits procéduraux nationaux et des traités internationaux.

Elle s'efforce de promouvoir les idées, les projets et les initiatives tendant au progrès et à l'élévation du statut indépendant de l'huissier de justice. L'Union participe encore aux actions de structuration des huissiers de justice notamment par son implication dans la création et le développement d'organisations professionnelles nationales en prévision de leur adhésion à l'Union internationale.

Elle participe à des missions d'expertise auprès des gouvernements et des organismes internationaux.

Enfin, elle favorise partout où cela est possible la création d'un corps d'huissier de justice constitué de professionnels, juristes de haut niveau, remplissant la double fonction d'agent chargé de la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires, et de l'exécution des jugements.

All about UIHJ (Part 1): Purpose of UIHJ

The purpose of the organisation is to represent its members to international organisations and ensure collaboration with national professional bodies. It works to improve national procedural law and international treaties and makes every effort to promote ideas, projects and initiatives which help to move forward and elevate the independent status of officers of Court.

Furthermore, the Union takes part in the structural actions of officers of Court, notably via its involvement in the setting up and development of national professional organisations with a view to their becoming members of the UIHJ.

It participates in investigation missions in relation to governments and international bodies. Lastly it promotes, wherever possible, the creation of a body of officers of Court made up of professionals and high-level legal officers fulfilling the task of the officer responsible both for the service of judicial and extra-judicial documents and the enforcement of orders.

... (suite de la P. 1). Il a rappelé que les huissiers de justice existent depuis que les lois existent. En effet, il ne peut y avoir de loi sans juges et de jugements sans huissiers de justice.

Voici quelques années, la Cour européenne des droits de l'homme a consacré l'intérêt de l'huissier de justice dans un important arrêt.

L'UIHJ a effectué des statisti-

ques voici quelques mois qui ont révélé une grande disparité dans l'efficacité du recouvrement par les huissiers fonctionnaires et les huissiers privés à l'avantage des ces derniers .

Quelle pourrait être la place de l'huissier de justice dans l'avenir ?

Comme l'a souligné la Cour européenne des droits de l'homme « *les huissiers oeuvrent dans l'intérêt d'une*

servant ones, the latter being much more advantaged .

Which could be the place of the judicial officer in the future?

As the European court of human rights underlined "*the judicial officers work in the interest of a good administration of justice which makes them an essential element of the state of law.*". But essential does not mean inevitably essential.

bonne administration de la justice ce qui fait d'eux un élément essentiel de l'état de droit. ».

Mais essentiel ne signifie pas forcément indispensable.

« *Faisons en sorte d'être indispensables parce qu'utiles !* ».

Le président a terminé ses propos en remerciant la présidente du congrès Sue Collins, ainsi que la NAPPS.

"*Let us make us essential because useful!*".

The president finished his remarks by thanking the president of the congress Sue Collins, as well as the NAPPS.

The president of the Court of the District of Columbia, Mr. Rufus G. King, welcomed all the participants and invited them to visit the cultural richness of Washington.

He insisted on the importance of this profession of which he

Le président du tribunal de district de Columbia, Mr Rufus G. King a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants et les a invité à visiter la richesse culturelle de Washington .

Il insiste sur l'importance de cette profession dont il a pu constater de par sa fonction qu'elle contribue à l'indépendance des tribunaux et de la justice.

has been able to note from his function that it contributes to the independence of the Courts and Justice.

Moreover the integrity of these auxiliaries of justice in the enforcement of the judgments reinforces the confidence we have in the judge

A few years ago, the European court of human rights devoted the interest of the judicial officer in an important case. A few months ago, the UIHJ carried out statistics which revealed a great disparity in the effectiveness of covering by the private judicial officers and the civil